

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 35.379/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Entreprises et Participations publiques, le 16 avril 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "fixant les modalités de la déclaration et le transfert de services postaux non compris dans le service universel et mettant en application les articles 144*quater*, § 3, 148*sexies*, § 1, 1° et 148*septies* de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques", a donné le 9 juillet 2003 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 35.379/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 16 april 2003 door de Minister van Overheidsbedrijven en Participaties verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de nadere regels inzake aangifte en overdracht van postdiensten die geen deel uitmaken van de universele dienst en tot toepassing van de artikelen 144*quater*, § 3, 148*sexies*, § 1, 1° en 148*septies* van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven", heeft op 9 juli 2003 het volgende advies gegeven :

Observations générales relative aux chapitres II à VI et à l'annexe

1. Les dispositions des chapitres II à VI ont trait aux services postaux qui ne sont pas compris dans le service universel.

En vertu de l'article 9, paragraphe 1, de la directive 97/67/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant les règles communes pour le développement du marché intérieur des services postaux de la Communauté et l'amélioration de la qualité du service, les Etats membres peuvent introduire, pour cette catégorie de services, des "autorisations générales dans la mesure où cela est nécessaire pour garantir le respect des exigences essentielles".

Par "autorisation générale", il faut entendre "une autorisation qui n'impose pas à l'entreprise concernée d'obtenir une décision explicite de l'autorité réglementaire nationale avant d'exercer les droits qui découlent de l'autorisation, que celle-ci soit régie ou non par une «licence par catégorie» ou par le droit commun et que cette réglementation exige ou non des procédures d'enregistrement ou de déclaration" (article 2, 14, de la directive).

Les services en question font l'objet de l'article 148bis de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Le paragraphe 1^{er} prévoit que ces services doivent faire l'objet d'une déclaration et précise le contenu de celle-ci.

Le paragraphe 2 de cette disposition habilite le Roi à fixer "les modalités de déclaration".

L'arrêté en projet ne peut donc avoir pour objet de contraindre la personne qui désire prêter un service postal non compris dans le service universel à fournir d'autres renseignements que ceux prévus par la loi. Si entre dans l'habilitation légale, la précision des éléments qui sont nécessaires à l'identification du déclarant et à la description du service qu'il entend prêter (article 3, § 1^{er}, points 1 à 3 du projet), excède, par contre, cette habilitation, l'obligation faite au prestataire de service de déclarer "le chiffre d'affaires réalisé par la prestation des services postaux non compris dans le service universel" (article 3, § 1^{er}, point 4, du projet), ainsi que celle de fournir "le bilan social de l'entreprise" (article 3, § 1^{er}, point 5, du projet).

Les points 4 et 5 de l'article 3, § 1^{er}, du projet seront dès lors omis, de même que le point 3 de l'annexe.

Par ailleurs il ne ressort pas de l'annexe que la déclaration comporte l'engagement prévu à l'article 148*bis*, § 1^{er}, 2^o, de la loi. Cette omission doit être réparée.

2. L'article 2 est dépourvu de portée normative et doit être omis. La même observation vaut pour l'article 15, § 1^{er}.

3. L'article 148*bis*, § 3, de la loi prévoit que, "dans les trois semaines qui suivent la réception par l'Institut de la déclaration visée au paragraphe 1^{er}, ce dernier transmet à la personne concernée, par lettre recommandée, un accusé de réception de la déclaration de même que ses éventuelles remarques concernant les services déclarés".

Le projet ne peut donc prévoir que l'Institut belge des services postaux et de télécommunications (ci-après "l'Institut") est habilité à demander "des renseignements ou explications supplémentaires", ni à prévoir d'autres délais que ceux légalement prévus.

De deux choses l'une : ou bien la déclaration est complète, et dans ce cas, l'Institut doit se limiter à envoyer dans un délai de trois semaines un accusé de réception en faisant part de ses remarques éventuelles concernant les services déclarés; ou bien la demande est incomplète, et l'Institut doit, dans le même délai le faire savoir au déclarant. Il appartient alors à ce dernier à introduire une nouvelle déclaration ou une déclaration complémentaire, l'Institut devant accuser réception de celle-ci dans le délai de trois semaines prévu par la loi.

Si le déclarant souhaite modifier les services qu'il a déclarés, il doit faire une nouvelle déclaration qui doit être traitée de la manière prévue par l'article 148*bis*, § 3, précité.

Les articles 4 à 6 seront revus pour tenir compte de cette observation.

.../...

4. L'article 9, § 1^{er}, prévoit l'indexation de l'indemnité en vue de couvrir les frais d'administration découlant de la déclaration et de l'actualisation de la déclaration. Il y a lieu de préciser le moment de lecture de l'indice mentionné et quant à lieu l'indexation.

5. La loi n'habilite pas le Roi à imposer des obligations aux prestataires de services ayant fait l'objet d'une déclaration. Le chapitre V, contenant l'article 10, sera dès lors également omis.

6. Les mesures que peut prendre l'Institut lorsqu'un opérateur manque à ses obligations sont prévues par l'article 144*duodecies* de la loi, ainsi que par l'article 21 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges.

En outre, la déclaration n'est pas censée contenir en elle-même des conditions auxquelles le prestataire d'un service non-réservé devrait ne pas manquer.

L'article 11 sera donc également omis.

7. L'article 16 du projet renvoie également à une annexe. Il y a donc lieu de numérotter celle à laquelle renvoie l'article 3, § 3.

Observations relatives au chapitre VII

Ce chapitre tend à porter exécution à l'article 144*quater*, § 3, de la loi du 21 mars 1991 précitée, qui prévoit que "sur avis de l'Institut, le Roi prend les mesures correctrices nécessaires si le prestataire du service universel ne satisfait pas aux normes de qualité visées au paragraphe 1^{er}, ou aux normes de qualité pour les services transfrontières, fixées par le Parlement européen et le Conseil et dont la Commission contrôle l'application".

Cette disposition légale assure la transposition des articles 17, alinéa 3, et 18, paragraphe 3, de la directive 97/67 précitée.

Ces mesures correctrices, qui assurent le respect des normes de qualité, doivent être distinguées des sanctions qui sont prévues par l'article 144*duodecies*, § 3, de la loi du 21 mars 1991 précitée, et qui peuvent être imposées au prestataire du service universel en cas d'exécution défailante par celui-ci des obligations prévues par la section III du chapitre V du titre IV ⁽¹⁾.

Par conséquent, si le projet peut prévoir d'imposer au prestataire du service universel des obligations d'amélioration de ces services, en l'obligeant, comme le prévoit l'article 14, §§ 1^{er}, 2, et 3, alinéa 1^{er}, du projet, d'investir une certaine somme dans des projets visant à cette amélioration, le Roi excéderait ses pouvoirs en stipulant, comme le fait l'article 14, § 3, alinéa 2, du même article, que si le prestataire du service universel ne satisfait pas à cette obligation d'investissement, la somme prévue serait versée à l'Etat. Une telle mesure constituerait en effet une sanction.

Observations relatives au chapitre VIII

Article 16

1. Au 1^o, l'exigence que le demandeur de licence ait un siège social ou d'exploitation en Belgique est contraire à l'interdiction des obstacles à la libre prestation de services dans le cadre du marché unique européen. En effet, de pareilles mesures ne peuvent être acceptées que si elles sont conformes au principe de non discrimination, répondent à un motif d'intérêt général, et respectent le principe de proportionnalité ⁽²⁾.

⁽¹⁾ Cette section, qui comporte notamment l'article 144*quater* en question, a pour objet le contenu et les exigences du service universel.

⁽²⁾ Voy. notamment CJCE, 4 déc. 1986, aff. 205/84 et 12 déc. 1996, aff. C-3/95.

Comme l'indique le considérant 8 de la directive 97/67 précitée, elle vise à "garantir, dans toute la Communauté, dans le respect des obligations et des droits des prestataires du service universel, la libre prestation de services dans le secteur postal lui-même". Comme l'indique le considérant n° 41, la directive "n'affecte pas l'application des règles du traité, et notamment de ses règles concernant la concurrence et la libre prestation de services".

L'article 9, § 3, de la même directive, confirme cette interprétation lorsqu'il spécifie que les procédures d'autorisations et de licences "doivent être transparentes, non discriminatoires, proportionnées et fondées sur des critères objectifs".

Les conditions imposées par les Etats membres aux prestataires de services doivent par conséquent être justifiées par les exigences essentielles mentionnées dans une liste limitative par l'article 2, 19) "la confidentialité de la correspondance, la sécurité du réseau en ce qui concerne le transport de matières dangereuses et, dans les cas justifiés, la protection des données, la protection de l'environnement et l'aménagement du territoire. La protection des données peut comprendre la protection des données à caractère personnel, la confidentialité des informations transmises ou stockées, ainsi que la protection de la vie privée".

2. En vertu de l'article 9, paragraphes 2 et 3, de la directive 97/67/CE précitée, les conditions mises à l'octroi de licences individuelles ne peuvent être imposées que dans la mesure où elles sont nécessaires pour garantir le respect des exigences essentielles et sauvegarder le service universel.

En outre, les procédures doivent être transparentes, non discriminatoires, proportionnées et fondées sur des critères objectifs.

Les informations que le projet tend à imposer aux demandeurs de licences de fournir doivent également être justifiées à l'égard de ces principes.

Si donc il apparaît justifié d'imposer au demandeur de licence de fournir "un plan financier dont il s'avère que le demandeur est capable d'exécuter de façon normale l'activité prévue en respectant les normes de qualité pour une durée d'au moins deux ans" (article 16, alinéa 2, 3°) - pour autant, bien entendu que ces normes soient elles-mêmes justifiées -, par contre apparaît sans rapport avec le respect des exigences essentielles ou la sauvegarde du service universel, ou à tout le moins disproportionné par rapport à cet objectif, d'imposer au demandeur de licence de fournir un "bilan social de l'entreprise" (article 16, alinéa 2, 7°) ⁽³⁾, ou "le volume de courrier par la prestation des services non réservés compris dans le service universel" (article 16, alinéa 2, 6°).

En outre, en ce qui concerne ces deux dernières exigences, elles ne sont compréhensibles que dans le cas où le demandeur exerce déjà l'activité en cause, ce qui ne devrait être le cas que dans une période transitoire.

Cette dernière observation vaut également pour l'exigence formulée à l'égard de l'article 16, alinéa 2, 5°. En ce qui concerne celle-ci, le rapport au Roi la justifie "pour des raisons statistiques (...) et pour déterminer l'éventuelle contribution au Fonds de Compensation". Si la contribution à ce Fonds est justifiée par la sauvegarde du service universel, les déclarations à faire par les contributeurs font déjà l'objet des articles 144*decies*, § 2, et 148*sexies*, § 1^{er}, 2°, septième tiret, de la loi du 21 mars 1991 précitée. Il n'apparaît pas justifié de réclamer ces informations lors de la demande de licence.

Les 5°, 6°, et 7°, doivent être omis.

Article 19

L'article 148*septies* prévoit que "le Roi fixe, sur avis de l'Institut, les montants des redevances à payer à l'Institut par les demandeurs de licence individuelle. Ces montants varient en fonction de l'ampleur des services pour lesquels une licence individuelle a été demandée".

⁽³⁾ Sans doute faut-il lire "bilan de l'entreprise".

La circonstance que la loi prévoit que la redevance est due par "les demandeurs" de licence et non par les "titulaires" implique que celle-ci ne peut être réclamée que pour le service rendu individuellement au redevable dans le cadre de l'analyse de sa demande de licence. En outre, une contribution exigée pour couvrir "la surveillance de l'observance" des obligations imposées aux titulaires de licences ne pourrait être analysée comme la contribution d'un service rendu individuellement au redevable et ne pourrait être qualifiée de redevance, mais constituerait un impôt dont, en vertu de l'article 170 de la Constitution, les éléments essentiels tels que la base taxable et le taux d'imposition devraient être définis par le législateur lui-même.

Cette disposition sera dès lors omise.

Observations finales

Certaines dispositions de la version néerlandaise du projet sont susceptibles de corrections du point de vue de la correction de la langue. C'est sous réserve des observations de fond précédentes qu'il est relevé ce qui suit.

Article 6

Les mots "conformiteitattest aan dit besluit" ne sont pas corrects.

Article 13

Le mot "plegen" devrait être omis.

Article 14

A l'article 14, § 1^{er}, il faudrait écrire "bij wijze van" au lieu de "ten titel van". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

Algemene opmerkingen in verband met de hoofdstukken II tot VI en met de bijlage

1. De bepalingen van de hoofdstukken II tot VI betreffen de postdiensten die niet vallen onder de universele dienst.

Krachtens artikel 9, lid 1, van richtlijn 97/67/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende gemeenschappelijke regels voor de ontwikkeling van de interne markt voor postdiensten in de Gemeenschap en de verbetering van de kwaliteit van de dienst kunnen de lidstaten voor die categorie van diensten "algemene machtigingen instellen, voorzover dit noodzakelijk is om de naleving van de essentiële eisen te waarborgen".

Onder "algemene machtiging" moet worden verstaan "iedere machtiging, ongeacht of deze voortvloeit uit een 'categoriale vergunning' dan wel uit algemene wetgeving en ongeacht of dergelijke regelgeving registratieprocedures vergt, waarbij de betrokken onderneming een uitdrukkelijk besluit van de nationale regelgevende instantie behoeft te verkrijgen voordat zij de aan de machtiging ontleende rechten mag uitoefenen" (artikel 2, 14, van de richtlijn).

De diensten in kwestie worden geregeld volgens artikel 148bis van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. Paragraaf 1 van dat artikel bepaalt dat van een zodanige dienst aangifte moet worden gedaan en omschrijft de inhoud van die aangifte.

Paragraaf 2 van die bepaling machtigt de Koning om "de praktische regels van de aangifte" vast te stellen.

Het ontworpen besluit kan er dus niet toe strekken een persoon die een postdienst wenst te verzorgen die geen deel uitmaakt van de universele postdienst, ertoe te nopen andere gegevens te verstrekken dan die welke de wet voorschrijft. Onder de wettelijke machtiging valt weliswaar het nader bepalen van de gegevens noodzakelijk voor de identificatie van de persoon die de aangifte doet en voor de omschrijving van de dienst die hij voornemens is te verzorgen (artikel 3, § 1, punten 1 tot 3, van het ontwerp), maar de verplichting voor de dienstenleverancier om "de omzet die behaald is bij het verstrekken van de postdiensten die geen deel uitmaken van de universele dienst" (artikel 3, § 1, punt 4, van het ontwerp) en "de maatschappelijke balans van de onderneming" (artikel 3, § 1, punt 5, van het ontwerp) aan te geven, valt buiten die machtiging.

De punten 4 en 5 van artikel 3, § 1, van het ontwerp moeten bijgevolg vervallen, net als punt 3 van de bijlage.

Daarentegen blijkt niet uit de bijlage dat de aangifte de verbintenis inhoudt bepaald bij artikel 148*bis*, § 1, 2°, van de wet. Die lacune moet worden gevuld.

2. Artikel 2 heeft geen reglementaire draagwijdte en moet dus vervallen. Dezelfde opmerking geldt voor artikel 15, § 1.

3. Artikel 148*bis*, § 3, van de wet bepaalt : "Binnen de drie weken volgend op de ontvangst door het Instituut van de in § 1 bedoelde aangifte, meldt het Instituut aan de betrokken onderneming bij een ter post aangetekende brief de goede ontvangst van de aangifte en de eventuele opmerkingen met betrekking tot de aangegeven diensten."

Het ontwerp kan bijgevolg niet voorschrijven dat het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie (hierna "het Instituut" genoemd) om "meer informatie of uitleg" mag verzoeken of andere termijnen mag stellen dan die welke de wet voorschrijft.

Van tweeën één : ofwel is de aangifte volledig, en in dat geval moet het Instituut zich ertoe beperken binnen een termijn van drie weken een ontvangstmelding te versturen waarbij het eventueel opmerkingen formuleert omtrent de aangegeven diensten; ofwel is de aangifte onvolledig, in welk geval het Instituut zulks binnen dezelfde termijn moet melden aan de persoon die de aangifte heeft gedaan. Het staat dan aan deze laatste om een nieuwe of een aanvullende aangifte in te dienen, waarbij het Instituut binnen de bij de wet voorgeschreven termijn van drie weken daarvan ontvangst moet melden.

Indien de persoon die de aangifte heeft gedaan, de door hem aangegeven diensten wenst te wijzigen, dan moet hij een nieuwe aangifte doen, die wordt behandeld op de wijze voorgeschreven bij het voornoemde artikel 148*bis*, § 3.

De artikelen 4 tot 6 moeten worden herzien, waarbij rekening wordt gehouden met die opmerking.

.../...

4. Artikel 9, § 1, bepaalt dat de vergoeding om de administratiekosten te dekken die voortvloeien uit de aangifte en de actualisering van de aangifte gekoppeld is aan het indexcijfer. Er moet worden gepreciseerd op welk tijdstip het vermelde indexcijfer afgelezen wordt en wanneer de indexering plaatsheeft.

5. De wet machtigt de Koning niet om verplichtingen op te leggen aan de leveranciers van aangegeven diensten. Hoofdstuk V, dat artikel 10 bevat, moet bijgevolg vervallen.

6. De maatregelen die het Instituut kan treffen wanneer een operator zijn verplichtingen niet nakomt, worden omschreven in artikel 144*duodecies* van de wet, alsmede in artikel 21 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector.

Bovendien wordt de aangifte niet geacht zelf voorwaarden te bevatten die de leverancier van een niet-voorbehouden dienst moet vervullen.

Bijgevolg moet ook artikel 11 vervallen.

7. Artikel 16 van het ontwerp verwijst eveneens naar een bijlage. De bijlage waarnaar artikel 3, § 3, verwijst, moet dus worden genummerd.

Opmerkingen in verband met hoofdstuk VII

Dit hoofdstuk strekt tot uitvoering van artikel 144*quater*, § 3, van de voornoemde wet van 21 maart 1991, dat het volgende voorschrijft : "De Koning stelt, op advies van het Instituut, de correctiemaatregelen vast die kunnen worden genomen indien door de leverancier van de universele dienst niet is voldaan aan de kwaliteitsnormen bedoeld in paragraaf 1 of aan de kwaliteitsnormen voor de grensoverschrijdende diensten, die vastgesteld worden door het Europees Parlement en de Raad en waarvan de toepassing gecontroleerd wordt door de Commissie."

Die wetsbepaling voorziet in de omzetting van de artikelen 17, derde alinea, en 18, lid 3, van de voornoemde richtlijn 97/67.

Er moet een onderscheid worden gemaakt tussen die correctiemaatregelen, die de naleving van de kwaliteitsnormen waarborgen, en de sancties gesteld in artikel 144*duodecies*, § 3, van de voornoemde wet van 21 maart 1991, die aan de leverancier van de universele dienst kunnen worden opgelegd indien deze de verplichtingen gesteld in titel IV, hoofdstuk V, afdeling III, niet nakomt ⁽¹⁾.

Bijgevolg kan het ontwerp weliswaar voorschrijven dat aan de leverancier van de universele dienst verplichtingen worden opgelegd met het oog op het verbeteren van die diensten, waarbij deze ertoe verplicht wordt, zoals bepaald in artikel 14, §§ 1, 2 en 3, eerste lid, van het ontwerp, om een bepaald bedrag te investeren in projecten die die verbetering tot doel hebben, maar de Koning gaat zijn bevoegdheid te buiten door in artikel 14, § 3, tweede lid, van hetzelfde artikel voor te schrijven dat indien de leverancier van de universele dienst die verplichting tot investeren niet nakomt, dat bedrag aan de Staat betaald zal worden. Een zodanige maatregel zou immers een sanctie vormen.

Opmerkingen in verband met hoofdstuk VIII

Artikel 16

1. Het vereiste in onderdeel 1° dat de vergunningaanvrager een hoofdkantoor of exploitatiezetel in België moet hebben, is strijdig met het verbod op belemmeringen van het vrij verrichten van diensten in het kader van de Europese gemeenschappelijke markt. Zulke maatregelen zijn immers alleen aanvaardbaar indien ze in overeenstemming zijn met het beginsel van non-discriminatie, indien ze hun rechtvaardiging vinden in dwingende redenen van algemeen belang en het evenredigheidsbeginsel in acht nemen ⁽²⁾.

Zoals wordt aangegeven in overweging 8 van de voornoemde richtlijn 97/67, strekt de richtlijn ertoe "in de gehele Gemeenschap, met inachtneming van de rechten en plichten van de leveranciers van de universele dienst, het vrij verrichten van diensten in de postsector te waarborgen". Zoals wordt aangegeven in overweging 41, laat "deze richtlijn de regels van het Verdrag, en met name de regels inzake mededinging en het vrij verrichten van diensten, onverlet".

⁽¹⁾ Die afdeling, die onder meer het genoemde artikel 144*quater* bevat, betreft de inhoud en de vereisten van de universele dienst.

⁽²⁾ Zie inz. H.v.J. E.G., 4 dec. 1986, zaak 205/84, en 12 dec. 1996, zaak C-3/95.

Artikel 9, lid 3, van diezelfde richtlijn bevestigt die interpretatie doordat het stelt dat die procedures inzake machtigingen en vergunningen "transparant en niet-discriminerend (moeten) zijn, (moeten) voldoen aan het evenredigheidsbeginsel en gebaseerd (moeten) zijn op objectieve criteria".

De voorwaarden die de lidstaten opleggen aan dienstenleveranciers moeten bijgevolg gerechtvaardigd worden door de essentiële eisen vermeld in de limitatieve lijst vervat in artikel 2, punt 19, te weten "het vertrouwelijke karakter van de brievenpost, de veiligheid van het functioneren van het netwerk op het gebied van het vervoer van gevaarlijke stoffen en, in gerechtvaardigde gevallen, de bescherming van gegevens, de bescherming van het milieu en de ruimtelijke ordening. Gegevensbescherming kan bestaan uit de bescherming van persoonsgegevens, het vertrouwelijke karakter van informatie die wordt doorgegeven en/of opgeslagen, alsmede de bescherming van de persoonlijke levenssfeer".

2. Krachtens artikel 9, leden 2 en 3, van de voornoemde richtlijn 97/67/EG kunnen voorwaarden met betrekking tot de toekenning van individuele vergunningen alleen worden opgelegd voorzover dit noodzakelijk is om de naleving van de essentiële eisen te waarborgen en de universele dienst te vrijwaren.

Bovendien moeten die procedures transparant en niet-discriminerend zijn, moeten ze voldoen aan het evenredigheidsbeginsel en moeten ze gebaseerd zijn op objectieve criteria.

De informatiegegevens die het ontwerp wil opleggen aan de vergunningaanvragers moeten eveneens gerechtvaardigd zijn in het licht van die beginselen.

Het lijkt dan ook gerechtvaardigd om de vergunningaanvrager te verplichten "een financieel plan (voor te leggen) waaruit blijkt dat de aanvrager in staat is tot een normale uitoefening voor (lees : van) de voorgenomen bedrijvigheid met naleving van de kwaliteitsnormen over ten minste twee jaar" (artikel 16, tweede lid, 3°) - uiteraard voorzover die normen op hun beurt gerechtvaardigd zijn -, maar de verplichting voor de vergunningaanvrager om een "maatschappelijke balans van de onderneming" (artikel 16,

.../...

tweede lid, 7°) ⁽³⁾ of "het volume van de post die behandeld is bij het verstrekken van de niet-voorbehouden diensten die deel uitmaken van de universele dienst" (artikel 16, tweede lid, 6°) te bezorgen, lijkt daarentegen geen verband te houden met de eerbiediging van de essentiële eisen of het vrijwaren van de universele dienst, of lijkt op zijn minst niet in verhouding tot dat oogmerk.

Voorts zijn de twee laatstgenoemde eisen alleen begrijpelijk ingeval de aanvrager die activiteit reeds uitoefent, wat alleen het geval kan zijn in een overgangperiode.

Die laatste opmerking geldt eveneens voor de eis geformuleerd in het licht van artikel 16, tweede lid, 5°. Die eis wordt in het verslag aan de Koning niet alleen noodzakelijk geacht "om statistische redenen (...), maar ook om de eventuele bijdrage in het Compensatiefonds te bepalen". De bijdrage in het Compensatiefonds wordt gerechtvaardigd door het vrijwaren van de universele dienst, maar de aangiften die de bijdragers moeten doen, worden reeds geregeld bij de artikelen 144*decies*, § 2, en 148*sexies*, § 1, 2°, zevende streepje, van de voornoemde wet van 21 maart 1991. Het lijkt niet gewettigd die informatiegegevens te eisen bij de aanvraag van een vergunning.

De onderdelen 5°, 6° en 7° moeten vervallen.

Artikel 19

Artikel 148*septies* bepaalt het volgende : "De Koning stelt, op advies van het Instituut, de bedragen van de rechten vast die de aanvragers van een individuele vergunning aan het Instituut moeten betalen. Die bedragen hangen af van de omvang van de diensten waarvoor een individuele vergunning is aangevraagd."

De omstandigheid dat de wet voorschrijft dat het recht verschuldigd is door "de aanvragers" van een vergunning, doch niet door de "houders" ervan, houdt in dat dat recht alleen kan worden gevorderd voor de dienst die aan degene die tot betaling van dat recht gehouden is individueel wordt verleend in het kader van het onderzoek van zijn vergunningsaanvraag. Bovendien kan een bijdrage geëist "voor het toezicht op het naleven van de verplichtingen" die aan de houder van een vergunning worden opgelegd, niet

⁽³⁾ Wellicht moet "balans van de onderneming" worden gelezen.

worden beschouwd als een bijdrage voor een dienst die individueel geleverd wordt aan degene die tot betaling van dat recht gehouden is en kan die bijdrage niet een recht worden genoemd, maar vormt ze een belasting, waarvan krachtens artikel 170 van de Grondwet de essentiële gegevens, zoals de grondslag en het percentage van de belasting, door de wetgever zelf moeten worden vastgesteld.

Die bepaling moet bijgevolg vervallen.

Slotopmerkingen

Sommige bepalingen van de Nederlandse versie van het ontwerp zijn uit een oogpunt van correct taalgebruik voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de voorgaande inhoudelijke opmerkingen wordt bij wijze van voorbeeld op het volgende gewezen.

Artikel 6

De woorden "conformiteitattest aan dit besluit" zijn niet correct.

Artikel 13

Het woord "plegen" zou moeten vervallen.

Artikel 14

In artikel 14, paragraaf 1, schrijve men "bij wijze van" i.p.v. "ten titel van". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Madame M.-L. WILLOT-THOMAS,
Mevrouw

président de chambre,
kamervoorzitter,

Messieurs P. LIÉNARDY,
de Heren P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Madame C. GIGOT,
Mevrouw

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. M. JOASSART, auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de H. M. JOASSART, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS